

IRAN

Khamenei dénonce la présence américaine en Irak, en recevant Maliki

Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a dénoncé la présence des forces américaines en Irak en recevant hier le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki, a rapporté la télévision d'Etat.

«Le principal problème de l'Irak est la présence des forces d'occupation dans ce pays. Nous sommes sûrs que les Irakiens, avec unité et effort, réussiront à sortir de cette situation et le rêve des Américains ne se réalisera pas», a déclaré M. Khamenei.

Le numéro un iranien n'a pas fait directement allusion à l'accord de coopération et d'amitié actuellement négocié entre Bagdad et Washington pour fixer le cadre des futures relations bilatérales, notamment la délicate question de la présence militaire américaine en Irak.

Mais il a affirmé que le fait qu'un élément étranger veuille s'ingérer dans les affaires de l'Irak et dominer ce pays progressivement est le principal problème pour le développement et le bien-être des Irakiens.

Le projet d'accord a été dénoncé avec virulence par les dirigeants iraniens qui y voient un moyen pour les Américains de maintenir à long terme leurs troupes en Irak et la possibilité d'attaquer d'autres pays de la région en utilisant le territoire irakien.

Dimanche, M. Maliki a assuré les responsables iraniens que son pays ne servirait pas de base pour porter atteinte à la sécurité de l'Irak.

Juste avant de quitter Téhéran, M. Maliki a qualifié sa visite en Iran de «fructueuse».

«Cette visite est certaine-

ment un pas en avant dans les objectifs fixés par les deux pays», a-t-il déclaré à la presse, à l'aéroport de la capitale. Il a ensuite quitté l'Irak, selon l'agence Isna.

Pour sa part, le vice-président iranien, Parviz Davoudi, a affirmé que les deux pays avaient «conclu un protocole d'accord en matière de défense, concernant notamment les questions de sécurité à la frontière et de déminage».

Interrogé par l'AFP à propos des accusations américaines d'ingérence iranienne dans les affaires de l'Irak, le ministre irakien de la Défense a refusé de répondre directement.

«Cette question est privée, mais nous avons discuté ensemble de différents sujets avec franchise et transparence», a déclaré Abdul-Qader al-Obeidi.

«De même, les Iraniens ont soulevé certaines questions et nous leur avons fourni les réponses», a-t-il dit sans plus de précision. Les responsables américains accusent l'Irak de fournir des explosifs et des armes aux milices chiites anti-américaines. Ce que l'Irak dément.

Le Premier ministre irakien, qui avait défilé de sa cravate pour la rencontre avec l'ayatollah Khamenei, avait à cette occasion «remercié l'Irak pour son soutien».

M. Maliki, qui effectuait sa troisième visite en Iran depuis sa prise de fonction en 2006, était arrivé samedi à Téhéran pour une visite de trois jours.

Il a eu des entretiens notamment avec le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, et le nouveau président du Parlement, Ali Larjani.

ESPAGNE

Grève des routiers maintenue après une réunion avec le gouvernement

La grève des transporteurs routiers espagnols qui a entraîné d'importantes perturbations en matière de circulation hier, a été maintenue, a annoncé l'organisation gréviste, la Fenadismar, à l'issue de négociations jugées infructueuses avec le gouvernement.

La grève des transporteurs qui réclament des mesures pour compenser la flambée des prix du gazole, a entraîné d'importants points noirs en Espagne, principalement à Madrid, Barcelone, Valence et à la frontière avec la France.

«La Fenadismar maintient la grève nationale» a indiqué dans un communiqué l'organisation, deuxième du secteur en Espagne, en estimant «peu nombreuses et insuffisantes» les mesures proposées par le gouvernement lors de négociations qui se sont déroulées hier matin.

L'organisation qui affirme représenter 70 000 camions sur un total de 381 000 en Espagne appelle à poursuivre de manière «pacifique» le mouvement de protestation qu'elle estime être pour l'instant un «succès».

La Fenadismar réclame notamment l'instauration d'un tarif plancher pour le transport de marchandises et une réforme de la fiscalité des carburants pour les professionnels de la route.

Bien que l'organisation majoritaire dans le secteur, la CETM, soit restée en dehors du mouvement de protestation, l'appel à la «grève illimitée» de la Fenadismar commence à avoir des effets pour l'approvisionnement des stations services, assurent des professionnels du secteur.

SELON LE MINISTRE BRITANNIQUE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Le Liban peut devenir un «élément de stabilité» dans la région

Le ministre britannique des Affaires étrangères David Miliband a affirmé hier, au terme de sa visite à Beyrouth, que le Liban pouvait devenir un «élément de stabilité» dans la région après la longue crise qu'il a connue. «Le Liban a trop longtemps été victime de l'instabilité régionale et il doit devenir un élément de stabilité dans la région», a déclaré M. Miliband après son entretien avec le président Michel Sleimane.

Le chef de la diplomatie britannique, qui est arrivé dans l'après-midi en Cisjordanie après une visite de 24 heures à Beyrouth, a qualifié l'élection de M. Sleimane, le 25 mai,

de «tournant dans l'histoire moderne du Liban». La veille, il avait affirmé que la Grande-Bretagne apportait un «soutien très fort» à l'accord de Doha du 21 mai, qui a mis fin à une crise politique de 18 mois entre la majorité parlementaire antisyrienne soutenue par l'Occident, et l'opposition emmenée par le Hezbollah et appuyée par Téhéran et Damas. M. Miliband a, par ailleurs, affirmé l'engagement de Londres à appliquer la résolution 1701 de l'ONU, y compris le litige sur les fermes de Chebaâ. La 1701, qui avait mis fin en août 2006 à 34 jours d'hostilités entre Israël et le Hezbollah chiite, avait appelé au désarmement de

toutes les milices libanaises. M. Sleimane a insisté de son côté sur le «droit du Liban de récupérer sa souveraineté sur les fermes de Chebaâ (...), indiquant qu'il existait de nouveaux documents prouvant que ces territoires sont libanais et qui vont être soumis à l'ONU». Le Liban revendique depuis 1967 sa souveraineté sur les 25 km² de ces terres situées aux confins du Liban, de la Syrie et d'Israël tandis qu'Israël estime que ces fermes font partie du Golan syrien conquis en 1967 puis annexé.

L'ONU a proposé d'administrer ces territoires dans l'attente d'un règlement de la question entre les trois pays.

COOPÉRATION MARITIME

Conférence aujourd'hui en Slovénie pour renforcer la coopération dans le domaine maritime en Méditerranée

Une conférence internationale sera organisée aujourd'hui à Portoroz (Slovénie) afin de lancer un débat autour des problèmes et des possibilités de coopération en matière maritime dans le Bassin méditerranéen.

Les discussions porteront sur la coopération et la gouvernance dans un certain nombre de secteurs et d'activités maritimes tels que l'environnement, le transport maritime, la surveillance et la recherche, a indiqué hier la Commission européenne dans un communiqué.

Les principaux thèmes à l'ordre du jour seront le renforcement de la coopération dans ces domaines entre les pays de l'UE et les pays tiers de la région ainsi qu'une collaboration accrue entre les acteurs du secteur.

La conférence «constituera une étape importante en vue de l'application de la Politique maritime intégrée de l'UE dans le contexte régional», souligne la même source. La Commission tient également à recueillir, lors de cette rencontre, le point de vue des parties intéressées de la

région sur cette politique. Une consultation autour des modalités et du champ d'application de la Politique maritime intégrée en Méditerranée se déroule jusqu'au 27 juillet 2008 et les premiers résultats en seront présentés à la conférence de Portoroz, précise-t-elle.

La Politique maritime intégrée de l'UE vise à explorer les synergies et à éviter les chevauchements entre les différentes politiques sectorielles existantes dans le domaine maritime. Les océans et les mers d'Europe constituent la base de ressources d'un grand nombre d'activités tels le transport maritime, la pêche, la production d'énergie en mer et le tourisme, un renforcement de la coordination est par conséquent essentiel tant entre les différents secteurs que sur les plans local, régional, national et transnational, estime l'UE.

«Il convient d'améliorer la gouvernance maritime afin d'assurer une collaboration efficace dans la région méditerranéenne, qui pose un certain nombre de problèmes spécifiques mais offre en même temps de

grandes possibilités. Les questions complexes qui se posent à la région doivent être abordées conjointement par l'ensemble des pays riverains de la Méditerranée, qu'ils appartiennent ou non à l'UE», a déclaré le Commissaire Borg à ce propos. La Méditerranée est une mer fermée, qui fait l'objet d'une intense activité et subit dans certains secteurs une pression à la limite de la durabilité, souligne la Commission, qui rappelle que les eaux de cette mer sont soumises à toute une série de dispositifs réglementaires imposés entre autres par des organisations multilatérales, des conventions internationales, l'UE et ses Etats membres, des pays candidats et d'autres pays méditerranéens partenaires.

Selon son analyse, les dimensions relativement modestes de cette mer et l'échange limité des eaux avec l'océan Atlantique contribuent à rendre son environnement vulnérable à la pollution, notamment du fait qu'elle est le lieu de passage de 30% du transport maritime mondial.

Le transport maritime dans la région est également à l'origine de problèmes supplémentaires en ce qui concerne la sûreté maritime ou la concurrence entre les ports méditerranéens, ajoute la Commission, selon laquelle les ressources scientifiques et en matière de recherche doivent en outre être regroupées pour favoriser la croissance économique et élaborer des solutions innovantes.

La Commission pense qu'au niveau de l'UE beaucoup est déjà fait comme en témoignent notamment l'initiative des autoroutes de la mer, les paquets de mesures dans le domaine de la sécurité maritime, ou les opérations conjointes de lutte contre l'immigration illégale.

De nouveaux instruments sont également mis au point, selon elle, dans le cadre de la Politique maritime intégrée.

Elle cite comme exemple un projet pilote qui sera prochainement lancé en Méditerranée occidentale afin de tester et de renforcer l'interopérabilité des systèmes de surveillance maritime en place.